

POUR LA DÉFENSE DES DROITS DES PERSONNES TRANS ET INTERSEXES, TOUSTES DANS LA RUE LE 12 OCTOBRE À L'APPEL DE L'EXISTRANSINTER!

Dans une situation politique marquée par les poussées réactionnaires, l'Union syndicale Solidaires appelle à la mobilisation pour défendre les droits des personnes trans et intersexes face à la montée des politiques transphobes et à la transphobie institutionnalisée.

Le gouvernement Barnier, tout juste nommé, représente une menace directe pour les droits des personnes LGBTQI+. Soutenu par le Rassemblement National et de nombreuses personnalités proches de la « Manif pour tous », ce gouvernement attaque les droits fondamentaux, notamment à travers la proposition de loi visant à interdire les transitions pour les mineur-es. Derrière ces mesures, c'est tout le droit à disposer de son corps (IVG, PMA, contraception, etc.) qui est en danger. Alors qu'Attal nous assure que ces droits sont « sanctuarisés » nous déplorons la répression induite par l'extrême-droite de rassemblements contre la transphobie ainsi que la vandalisation d'expositions sur des thèmes LGBTQI+.

Les violences transphobes continuent d'avoir un impact sur nos lieux de travail et d'études : insultes, harcèlement, outing forcé, et difficulté à faire reconnaître leur identité sur les documents officiels. Les barrières administratives, la psychiatrisation constante, les difficultés d'accès à un logement, à un emploi constituent un continuum de violences envers les personnes trans, a fortiori pour les migrant-es.

Les agressions, violences, meurtres et assassinats transphobes et intersexophobes sont en hausse, comme les suicides : **et c'est bien la transphobie et l'intersexophobie qui poussent des personnes à attenter à leurs jours.**

Nous dénonçons toujours l'arrêté de bonnes pratiques du 15 novembre 2022 qui fixe

les règles de prise en charge médicale des enfants

présentant des « variations du développement génital ». Cet arrêté consacre le droit des médecins à définir les traitements des enfants intersexes et il n'apporte aucune protection du consentement éclairé des enfants et adolescents intersexes. **Solidaires le rappelle : l'intersexuation n'est pas une maladie!**

La montée des idées d'extrême droite dans la société, les politiques racistes et répressives du gouvernement Attal, les expressions de celui de Barnier, nous inquiètent au plus haut point.



Union
syndicale
Solidaires





Les personnes trans migrantes, qui souffrent déjà de discriminations à l'embauche et au travail extrêmement importantes, sont parmi les catégories les plus exposées aux expulsions. Elles souffrent aussi de discrimination aux aides, d'accès à la médecine, au logement, de discriminations judiciaires et les propos de Retailleau sur l'immigration nous font craindre le pire notamment avec son projet suppression de Aide Médicale d'État (AME) ou d'expulsions massives, même à destination de pays où les vies LGBTIQ+ sont menacées.

L'Union syndicale Solidaires appelle à se joindre l'ExisTransInter et revendique :

- La mise en place de dispositifs dédiés dans les lieux de formation et de travail afin de sensibiliser aux discriminations subies par les personnes trans et intersexes.
- La possibilité de changement d'état civil libre et gratuit par simple déclaration devant un officier d'état civil en mairie, sans intervention des pouvoirs médicaux et judiciaires.
- Une politique de prévention et de suivi, et des prérogatives et moyens pour le faire dans les instances du personnel (du public comme du privé).
- Le respect du prénom et des pronoms d'usage partout, dans les entreprises comme dans les administrations.
- La dépsychiatisation, pour en finir avec le pouvoir des psychiatres sur les parcours trans et la légitimation des mutilations des personnes intersexes
- Le remboursement à 100 % des frais médicaux de transition sans condition, y compris à l'étranger lorsqu'elles ne peuvent pas être réalisées en France.
- Un droit d'asile automatique pour les personnes trans et plus largement pour toutes les personnes LGBTIQ+.
- L'accès libre pour les personnes trans et intersexes, aux options de conservation et de restitution des gamètes en vue de la préservation de leur fertilité, ainsi que l'accès libre à la PMA avec le droit à l'anonymat du don de gamètes.
- La fin de mutilations et des traitements hormonaux des personnes intersexes.
- Le renforcement et le renouvellement des campagnes publiques de prévention contre le VIH/Sida, hépatites et Infections Sexuellement Transmissibles.
- Des structures d'accueil publiques pour les victimes de LGBTIQ+phobies.
- Des aides publiques aux associations de lutte contre les LGBTIQ+phobies et de lutte contre le VIH/Sida.



Solidaires rejoint le mot d'ordre de la 27^e ExistransInter :
Face aux réactionnaires, riposte
unitaire trans et intersexes !